

La croissance soutenue des pays à faible revenu s'articule autour de la capacité à favoriser le secteur privé, source d'emplois et de revenus de qualité. Sans la dynamique de l'initiative privée disciplinée par la concurrence des marchés, les populations pauvres resteraient pauvres.

L'Association internationale de développement (IDA), le guichet de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres de la planète, s'est concentrée, dans le cadre de son développement du secteur privé, à encourager les gouvernements à fournir un socle institutionnel solide et des règles du jeu claires pour favoriser la volonté d'entreprendre. Grâce notamment à des diagnostics clairs et quantitatifs sous la forme d'études sur les entreprises et de *Doing Business*, l'IDA a permis aux gouvernements de développer un environnement plus sain pour l'entreprise – en comprenant les obstacles tant à la formation des entreprises qu'à une concurrence saine et en mettant en place des politiques et des réformes sur le terrain pour réduire les coûts afférents à la création et à l'exploitation d'une entreprise et à la création d'emplois.

Depuis l'exercice 2003, 11 % de l'appui financier global de l'IDA ont été consacrés à l'amélioration du climat des investissements. Quelques facteurs améliorent les contributions de l'IDA dans ce domaine, principalement sa capacité à délivrer des diagnostics de grande qualité, cohérents et éminents ; sa capacité à mobiliser des spécialistes ayant une expérience mondiale et pouvant dialoguer à l'échelon national sur le processus de réformes ; et la capacité croissante à travailler au travers des organisations du Groupe de la Banque mondiale pour permettre la mise en place des réformes.

DES PROGRÈS MESURABLES

L'IDA, avec d'autres institutions qui forment le Groupe de la Banque mondiale¹, mesurent leur soutien au développement du secteur privé selon les termes suivants :

Extrants (Produit)

- Enquêtes et repères
- Produits analytiques et de conseil tels que les Evaluations du climat des investissements
- Assistance technique ou prêts à l'appui du développement qui reflètent un travail de diagnostic et des dialogues de soutien au niveau des pays sur les priorités et la planification des réformes

Réalisations

- Mise en place de réformes sur la base des priorités identifiées
- Améliorations des indicateurs associés (par exemple, une réduction du nombre de jours nécessaires à l'immatriculation d'une entreprise)

Résultats

- Améliorations des niveaux associés d'activité (par exemple, hausse des immatriculations d'entreprises)
- Accroissement des niveaux d'investissements, création d'emplois dans l'économie formelle

Fixer des objectifs

Avec le système de mesure des résultats agréé lors de la 13^{ème} reconstitution de l'IDA (2002 à 2005), les représentants de l'IDA ont fixé des objectifs d'amélioration pondérée sur la population de 7 % du temps et des coûts de lancement d'une entreprise – tel que mesuré par les indicateurs de *Doing Business*.

1. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la Société financière internationale (SFI), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

Ces objectifs ont été dépassés. Entre janvier 2002 et janvier 2004, le temps de lancement d'une entreprise pondéré par la population a baissé de 11,9 % alors que les coûts associés ont pu être réduits de 14,7 %. Vingt-sept pays ont déclaré une baisse de 10 % ou plus du temps nécessaire au démarrage d'une entreprise. Le pays enregistrant la meilleure performance à cette époque était l'Arménie avec une baisse du temps de lancement de 79 à 25 jours, soit 68,4 %. Des améliorations importantes ont également été enregistrées au Pakistan (-54,7 %), au Honduras (-51,9 %), en Géorgie (-49,7 %) et au Bénin (-49,2 %). Dix-huit pays ont déclaré une baisse de 10 % ou plus du coût de lancement d'une entreprise en pourcentage du RNB par habitant. Dans de nombreux cas, les objectifs de l'IDA ont engagé ou dynamisé les réformes soutenues par la Banque.

Lancer une entreprise en Éthiopie en 2002 nécessitait, par exemple, 8 formalités, 44 jours et coûtait plus de cinq fois le revenu annuel moyen par habitant. L'étendue de ces obstacles a été soulignée auprès du gouvernement et de la Banque mondiale quand l'IDA13 a fixé des objectifs de réduction sur les indicateurs de *Doing Business*. Les données de *Doing Business* ont été utilisées pour identifier la source des goulots d'étranglement. Elles ont révélé que plus de 75 % du coût provenaient de l'exigence de publier deux notifications au bulletin d'annonces légales. Le gouvernement a éliminé ces exigences. Le coût d'immatriculation est passé de 500 à 77 % du revenu par habitant. Le temps nécessaire à l'immatriculation est passé lui de 44 à 32 jours. Dans l'année suivant la réforme, les immatriculations de nouvelles entreprises ont augmenté de 48 %.

Doing Business 2007 a identifié 40 pays IDA comme étant de nets réformateurs en 2006. Dans la majorité des cas, les réformes étaient associées à des engagements constants de l'IDA de fournir une assistance technique par le biais d'un travail analytique et de conseil, de prêts ou des deux.

« Ce qui est mesuré finit par être effectué »

Doing Business permet aux décideurs de comparer la performance réglementaire dans les pays, de s'inspirer des meilleures pratiques au niveau mondial et de prioriser les réformes. L'analyse a déjà inspiré plus de 100 réformes dans le monde.

En utilisant les indicateurs comme références et en améliorant 6 des 10 domaines passés en revue par *Doing Business*, la Géorgie est devenu le premier réformateur au monde : Elle a fait un bond spectaculaire de 75 places dans le classement des 175 économies en 2005 à 2006. Un auteur du rapport, Caralee McLiesh précise « La leçon à en tirer – ce qui est mesuré finit par être effectué ».

Les critères de détermination et de mesure de la performance par rapport à des objectifs de résultats clairs pour les projets de l'IDA se sont améliorés grâce à une disponibilité accrue de diagnostics réguliers et cohérents.

Des 12 Rapports de fin d'exécution (ICR) concernant les projets IDA étudiés par le Groupe d'évaluation indépendante (GEI) de la Banque mondiale de l'exercice 2005 à l'exercice 2007, huit ont employé des indicateurs de performance quantitative sur des sujets tels que l'accès au financement et la pratique des affaires. Des 18 projets IDA se concentrant principalement sur le climat des investissements qui sont entrés en vigueur

depuis début 2005, 40 % utilisent aujourd'hui les indicateurs de style de *Doing Business* pour contrôler les résultats intermédiaires.

Mesurer les résultats

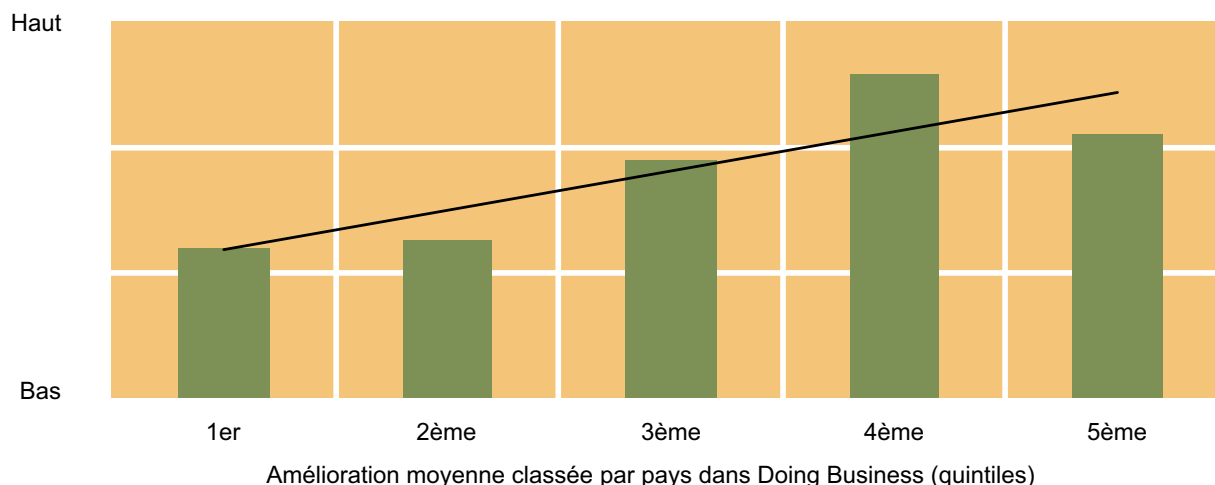
Identifier les réformes et mesurer les améliorations qui en découlent, grâce à des indicateurs de temps et de coût, nous rapproche de la compréhension des impacts. L'étape suivante consiste à évaluer les progrès correspondants réalisés au niveau des entreprises.

En 2004, par exemple, dans le contexte d'un programme de prêt d'appui au développement de l'IDA, la Serbie a modifié son système d'immatriculation des nouvelles entreprises en passant du tribunal à un nouveau registre administratif. Les entrepreneurs peuvent s'immatriculer en ligne et la règle de « l'absence de réponse vaut consentement » garantit une approbation rapide. De plus, une nouvelle base de données électronique relie les tribunaux de commerce, l'office des statistiques, le bureau des douanes, la banque nationale et les municipalités. Grâce à ces réformes, une société peut commencer son exploitation en 18 jours au lieu de 51. En outre, le capital de départ minimum exigé est passé de 5 000 euros à 500. La Serbie a enregistré une hausse de 42 % des immatriculations d'entreprises à la suite des réformes, avec 1 500 nouvelles entreprises immatriculées.

Stimuler la croissance et la création d'emplois

L'étape finale est bien sûr de créer un lien entre les réformes et une hausse durable

Doing Business : améliorations et croissance dans les pays IDA 2005 à 2006



Source : Indicateurs du développement dans le monde, données de Doing Business.

Indicateurs du secteur privé, pays IDA et BIRD (en pourcentage du PIB)		
	Moyenne IDA	Moyenne BIRD
Investissements privés	13	17
Flux de capitaux privés	9,4	18
Crédit intérieur au secteur privé	18	40

des investissements dans le secteur privé et la création d'emplois. Les causes et effets sont ici plus difficiles à attribuer aux interventions de l'IDA, mais l'élargissement des résultats de la cartographie de la recherche par rapport aux indices de coûts des affaires suggère que de telles interventions vont dans la bonne direction.

Dans les pays IDA, des notes plus élevées dans *Doing Business* sont associées à

une hausse de la croissance, avec des corrélations entre les changements dans les classements de *Doing Business* et une croissance statistiquement importante au niveau de 1 % (voir la figure ci-dessus). Un pays IDA qui réussit à passer du dernier au premier quartile de *Doing Business* peut s'attendre à ajouter 3,5 points de pourcentage à sa croissance annuelle.

Ces conclusions sont renforcées par le fait que les pays BIRD plus riches s'en sortent mieux que les pays IDA dans la plupart des domaines d'activité du secteur privé (voir le tableau ci-dessus).

La simplification des réglementations permet également aux entreprises de créer plus d'emplois dans le secteur formel. Le passage du quartile inférieur au quartile supérieur grâce à l'assouplissement de la pratique des affaires est associé à une baisse du chômage de 4 points de pourcentage et une baisse de 9 % de la part de l'économie dans le secteur informel.

Les réformateurs commencent à en voir les gains. La Géorgie, par exemple, a été le premier pays réformateur dans *Doing Business 2007*. Ce pays a réduit le capital minimum requis pour lancer une nouvelle entreprise de 2 000 à 200 lari (85 dollars), réduit le temps pour se conformer aux exigences administratives en matière d'importations et d'exportations de 54 à 13 jours, réformé ses tribunaux, établi un bureau des crédits, réduit son nombre de licences de 909 à 144 et simplifié et abaissé les impôts. Les immatriculations d'entreprises ont augmenté de 55 % et le chômage a baissé de 2 points de pourcentage.

Déclencher d'autres résultats positifs

Un environnement commercial florissant et compétitif peut à la fois inciter à faire preuve de discipline et être à l'origine d'une demande de meilleure gouvernance. Il peut également ramener la paix dans les pays affectés par les conflits en offrant une création durable d'emplois pour démobiliser les armées et des moyens de subsistance pour les réfugiés. Une catégorie croissante d'entrepreneurs peut représenter un contrepoids important face à la corruption oligarchique. Moins de contraintes administratives dans les interactions avec le gouvernement réduit l'étendue de la corruption pour les entreprises de toute taille.

Réduire les coûts de la pratique des affaires – de l'immatriculation de l'entreprise à l'obtention d'un crédit, en passant par l'embauche de personnel et l'exportation des produits par le port le plus proche – conduira à une hausse des investissements, de la croissance et du nombre d'emplois créés. On pourrait s'attendre à un passage

de l'activité du secteur informel au secteur formel et – dans la mesure où les barrières à l'activité et aux emplois du secteur formel sont souvent plus élevées pour les femmes et les minorités – une participation et un entrepreneuriat plus vastes dans l'emploi, afin que les fruits de la croissance soient plus largement partagés. Un passage vers le secteur formel peut également améliorer la protection du travailleur et du consommateur, en ayant accès, par exemple, aux régimes de retraite et par la mise en vigueur de réglementations liées à la sécurité et à la qualité.

LES CONTRIBUTIONS DE L'IDA

Un ensemble exhaustif et économique

L'agenda de développement du secteur privé dans les pays IDA est étayé par un mélange d'instruments, notamment : des diagnostics comme *Doing Business* et les études sur les entreprises ; une analyse pays (notamment les Évaluations sur le climat des investissements et la recherche associée) et une assistance technique sans prêt ; et une assistance aux réformes réunie dans l'assistance technique, les investissements et les prêts à l'appui du développement.

Au Viet Nam, par exemple, les travaux de réduction des coûts de la pratique des affaires ont été supportés par une combinaison de rapports IDA et de travaux de conseil. Au Honduras, les prêts d'investissement parallèlement à un Crédit d'appui pour la réduction de la pauvreté soutiennent les efforts de réduction des coûts et du temps requis pour immatriculer une entreprise.

Les stratégies des pays de l'IDA insistent modérément à fortement sur le rôle du développement du secteur privé dans la grande majorité des pays. On note également une utilisation accrue d'indicateurs quantitatifs mesurant la qualité de l'environnement commercial dans les matrices de résultats des stratégies.

Les crédits et subventions de l'IDA pour un vaste travail de Développement du secteur privé (PSD) ont atteint une moyenne de 1,5 à 2 milliards de dollars par an au cours des trois derniers exercices (2004 à 2006).

Contrairement aux interventions dans les secteurs des infrastructures massives, le nombre des interventions requises pour réduire le coût de pratique des affaires ne sont pas particulièrement onéreuses – elles impliquent, par exemple, un changement de règles ou pratiques politiques ou administratives, plutôt que la construction d'un pont ou le câblage d'une ligne de transmission. Au Salvador, le coût d'une réforme pour réduire le nombre de jours pour lancer une nouvelle entreprise de 115 jours à 40 jours n'était que de 89 000 dollars. Dans de tels cas, l'intérêt pour l'IDA porte sur la délivrance efficace d'une assistance technique, plutôt que sur la nécessité de montants élevés de prêts.

La performance des projets de PSD suit globalement la moyenne des projets de l'IDA, telle que classée par le Groupement d'évaluation indépendante (GEI) et a augmenté dans les exercices 2005 et 2006.

Au cours des six dernières années, le programme de développement du secteur privé de la Banque s'est concentré sur l'amélioration des outils de diagnostic

disponibles pour mesurer la performance du climat des investissements, assurer une plus grande prise de conscience du public de cette performance, retracer les efforts de réforme et mieux comprendre les liens entre performance, réformes et résultats.

Cet effort s'est accompagné d'une action de vulgarisation au moyen d'outils en ligne, comme l'accès à des bases de données (<http://www.doingbusiness.org>, et <http://www.entreprisesurveys.org>) et à des documents de référence fiables, composés d'études de cas et de travaux analytiques (<http://rru.worldbank.org>). De plus, des tournées de présentation sont organisées dans les pays et une campagne de sensibilisation est menée au niveau des médias. La base de données en ligne *Doing Business* enregistre aujourd'hui plus de trafic annuel que toute base de connaissances de la Banque ; la couverture média du rapport *Doing Business* dépasse aujourd'hui celle du Rapport sur le développement dans le monde selon un facteur de 18 à 1.

Forces et défis

Le travail du Groupe de la Banque mondiale pour soutenir le développement du secteur privé dans les pays IDA s'articule autour de quatre forces principales :

- Un degré élevé de focalisation dans le programme IDA autour des éléments stratégiques de la réforme sur le climat des investissements.
- Des diagnostics solides – permettant un référencement dans les pays et un référencement dans les pays et dans le temps et étayant le contrôle des résultats dans les engagements de

l'IDA – supportés par un programme soutenu de vulgarisation, couplé à une preuve tangible à ce jour que ce qui est mesuré finit par être effectué.

- La capacité à mettre une expérience acquise de par le monde au service d'un pays individuel. La compréhension des priorités nationales et de l'économie des réformes (grâce aux équipes régionales de la Banque) est combinée aux perspectives mondiales sur les bonnes pratiques tant du personnel régional expérimenté que de l'unité de développement du secteur privé et financier du Groupe de la Banque mondiale (y compris le Service consultatif pour les investissements étrangers ou FIAS).
- Une meilleure collaboration au sein du Groupe de la Banque mondiale au profit des clients, notamment la mobilisation de sites d'assistance technique extérieurs de la SFI pour certains aspects de la mise en œuvre de réformes.

Travailler ensemble

En Afrique subsaharienne, par exemple, le FIAS, la MIGA et le PEP Afrique de la SFI ont développé une stratégie conjointe de réforme du climat des investissements et y travaillent aujourd'hui avec l'unité sectorielle régionale de la Banque.

Également en Afrique, un programme pilote IDA-SFI pour soutenir les microentreprises et les PME, lancé début 2004, commence à afficher des résultats en développant des produits financiers conjoints qui sont nouveaux pour la Banque et en repoussant les limites pour faciliter le développement des microentreprises et des PME.

Le défi est de trouver une manière de financer et fournir les conseils nécessaires, particulièrement dans les mises en forme et en œuvre détaillées des réformes.

Alors que les crédits d'assistance technique ont traditionnellement été considérés comme l'instrument approprié dans ce cas, de nombreux gouvernements sont peu enclins à emprunter pour une assistance technique et, particulièrement dans les petits pays IDA, les Directeurs pays de la Banque mondiale sont peu enclins à approuver de petites opérations « fragmentées », préférant les engagements multisectoriels plus importants. Ces derniers ne sont pas toujours la meilleure manière de garder l'accent sur les programmes de réformes dans un quelconque secteur individuel. Le conseil est donc souvent géré par le biais d'une combinaison d'analyse budget-financement des bailleurs de fonds et de composantes de conseil intégrées dans des crédits à base plus large.

Pour réussir à offrir un soutien opportun et de qualité sur la « manière » de réformer et sur la mise en place des réformes, l'IDA devra compter, en partie, sur notre capacité à proposer un meilleur instrument IDA destiné à étayer avec souplesse les engagements de dialogue et de conseils intensifs, associé à des efforts constants de coordination et de collaboration plus efficaces dans la totalité de la gamme d'instruments d'assistance technique du Groupe de la Banque mondiale.

Mai 2007.

<http://www.banquemondiale.org/ida>.